

Bonjour à tous

Nous voilà, à nouveau rassemblés pour dire haut et fort que cela n'est plus possible de poursuivre les politiques sociales menées actuellement dans notre pays par l'état les départements et autres collectivités territoriales qui nous amènent à une situation catastrophique dans notre secteur social médico social et psychiatrique.

Comme l'hôpital public, comme l'école publique, comme la psychiatrie publique, comme la médecine du travail et quasiment tous les services publics, un plan de d'économie drastique est engagé par le gouvernement accompagné par AXESS, fédération zélée des organisations patronale de la branche associative sanitaire sociale à but non lucratif.

Des économies à n'importe quel prix, au prix de l'humain et d'une fracture profonde de la solidarité nationale envers les personnes, les familles, les enfants à protéger et nos aînés.

Aujourd'hui, notre pays n'est plus capable de protéger les enfants confiés à l'ASE par manque de place en établissements, par manque de moyens dans les établissements, par des mesures d'AEMO non exécutées ou mise en place 6 mois voire un an après, par des services de prévention spécialisées (outil essentiel du dispositif de protection des enfants en danger) exsangues. Nous profitons de cette prise de parole pour remercier Mr Pichery et à tous les maires dans l'Aube qui ont désengagés leur commune de façon irresponsable.

Aujourd'hui, notre pays n'est plus capable de proposer des soins dans un délai raisonnable à des personnes, enfants, adolescents ou adultes présentant une souffrance psychique. Les CMP sont surchargés, les délais d'attente sont inhumain.

Oui c'est inhumain de faire attendre plusieurs semaines, voire plusieurs mois une personne qui souffre.

Aujourd'hui le pays n'est plus capable de prendre en charge correctement nos aînés en ehpad et à domicile par manque de moyens.

Aujourd'hui le pays n'est plus en capacité d'accompagner, de prendre en charge les personnes les familles et les enfants à hauteur des besoins.

Oui c'est bien l'ensemble de nos activités, du secteur public comme privé non lucrative, qui prennent l'eau.

Les professionnels tiennent à bout de bras ce secteur qui est en train de s'effondrer.

S'il y a une maltraitance envers les personnes que nous accompagnons, c'est celle de l'Etat et des collectivités territoriales qui ont le même projet que ce dernier.

Et malgré la situation le gouvernement poursuit sa politique d'austérité contre l'intérêt général pour privilégier encore plus la minorité la plus riche du pays.

Nous constatons une nouvelle fois dans notre pays en 2023 un nouveau record des dividendes versés aux actionnaires, une augmentation du nombre de millionnaires et un accaparement de la richesse produite par nous les travailleurs par une très faible minorité de gens qui en ont le moins besoin.

Emmanuel Macron a ainsi annoncé sa volonté de passer sous les 3% de déficit en 2027.

Le budget 2024 avait déjà organisé une baisse des dépenses de 16 milliards d'euros, essentiellement la fin du bouclier tarifaire sur l'énergie. prévisions de croissance 2024 revues à la baisse, le déficit prévu se serait élevé à 5,5%.

Pour rester dans les clous de son objectif de 4,4% de déficit, le gouvernement a décidé par décret un plan de 10 milliards d'économies supplémentaires

Comme cela ne leur suffit pas Bruno Lemaire a annoncé l'objectif de 20 milliards d'économies supplémentaires en 2025.

Ils veulent fragiliser encore un plus notre protection sociale en ayant une nouvelle fois dans leur viseur, bien que pas un budget de l'état et qu'elle nous appartient, La Sécurité Sociale alors que depuis 3 ans ses comptes sont excédentaires.

Dans la même logique Gabriel Attal vient d'annoncer vouloir s'en prendre pour la unième fois aux indemnités versées aux personnes privées d'emploi.

Pour mener à bien leur projet funeste pour notre secteur, le gouvernement et Axess ont 4 leviers, la remise en cause de nos acquis conventionnels, le blocage ou tassements des salaires, et les moyens humains et matériels.

Au regard du financement de la sécurité sociale et des financements actuels des établissements qui n'augmentent déjà pas à hauteur de l'inflation (-10% en 2 ans), nous connaissons déjà où ils veulent nous emmener.

Concernant les acquis, le ministère Axess ont « conviés » les OS de salariés à négocier une convention collective unique et étendue qui remplacerait à terme les conventions collectives actuellement en vigueur. AXESS a repris les grandes lignes du projet patronal, belle référence pour des employeurs qui se disent de l'économie sociale et solidaire ! Leur responsabilité dans la situation du secteur social, médico-social et psychiatrique est entière.

Bien évidemment le projet des employeurs ne résout en rien les défis et les enjeux du secteur à venir.

Nous devons questionner nos directions adhérentes à NEXEM et à la FEHAP.

En quoi le salaire au mérite serait la réponse à la fuite des professionnels ?

En quoi ne plus reconnaître la qualification, résoudrait l'attractivité de nos métiers ?

En quoi l'ancienneté comme critère de salaire ne serait plus une attente des salariés ?

Le ministère et les employeurs font aujourd'hui pression pour que les organisations syndicales de salarié.e.s acceptent la renégociation à leurs conditions de nos acquis conventionnels dans la CC66, la CC51, la CC croix rouge.....

Alors que nous subissons une inflation importante, ils n'hésitent pas à pratiquer sans complexe un chantage en refusant toute négociation salariale dans les champs conventionnels de notre secteur si nous ne nous mettons pas à table.

Bien qu'insuffisante nous n'avons même pas eu la même augmentation que nos collègues dans la fonction publique (3,5% en 2022 et 1,5% en 2023) et nous sommes toujours face à un refus du gouvernement de verser le Ségur aux collègues qui en sont toujours privés.

Enfin concernant les moyens principalement humains nous ne nous posons plus la question du pourquoi encore aujourd'hui il n'y a pas de taux d'encadrement définis et règlementés dans bon nombre de secteur du social. Cela permet à l'état et aux collectivités territoriales de jouer comme ils le décident avec les budgets des établissements au détriment des personnes accompagnées et des salariés.

Un autre budget est possible.

De l'argent il y en pour réussir les investissements colossaux nécessaires à la transition écologique et le développement des services publics en commençant par la Santé et l'Éducation.

On peut faire des économies sur le premier poste budgétaire de l'État sans faire les poches des salariés et de leur famille : l'aide aux entreprises avec 210 milliards distribués, le plus souvent sans conditions.

Nous continuons de revendiquer :

- une augmentation des salaires tenant compte de l'inflation cumulée depuis plusieurs années.
- Le ségur pour tous les salariés de notre secteur
- Des garanties collectives de haut niveau
- Des taux d'encadrement à hauteur des besoins réglementé.

La seule façon de se faire entendre est qu'un un maximum de collègues s'engage dans la mobilisation. Aujourd'hui c'est un premier appel à la grève. IL y en aura d'autres

Nous n'avons pas d'autres choix que le rapport de force pour s'opposer à leurs projets inhumains et nous ne lâcherons rien.